



BURKINA FASO



**MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES
ET DU DEVELOPPEMENT**



**COMITE DE PREVISION ET DE CONJONCTURE
(CPC)**

TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE

au 4^{ème} trimestre 2016

Pour toutes informations complémentaires, s'adresser à l'INSD

INSD, Ouaga 2000, Avenue Pascal Zagré - 01 BP 374 Ouagadougou 01

Téléphone : (226) 25.37.62.02 - Fax : (226) 25.37.62.26 - Burkina Faso

E-mail : insd@insd.bf; insdbf@yahoo.fr - Site web : www.insd.bf

TBE n° 04/2016

SOMMAIRE

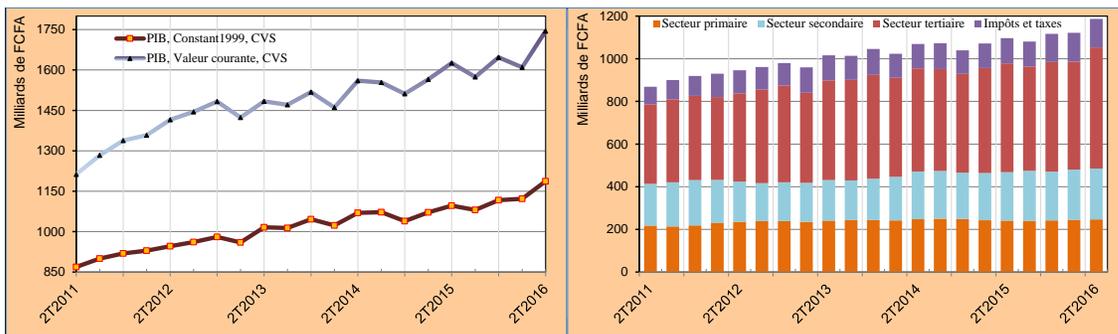
Secteur réel	3
Secteur finances publiques	10
Secteur monétaire	15
Secteur extérieur	18
Définitions et abréviations	23
Crédit des contributions	24

Secteur réel

Le quatrième trimestre 2016 a connu, comparativement au trimestre précédent une baisse du niveau général des prix à la consommation essentiellement tirée par les produits alimentaires mais atténuée par les prix des boissons alcoolisées et le tabac. Quant à l'activité industrielle, elle s'est atténuée au troisième trimestre 2016.

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS (CNT)

CNT (Milliards de FCFA) Prix constants 1999, Corrigés des variations saisonnières	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2015	2015	2015	2016	2016	trimestriel	annuel
Secteur primaire	240,8	240,3	241,9	245,5	247,0	0,6%	2,5%
Agriculture	127,3	126,1	126,9	129,6	130,3	0,6%	2,3%
Elevage	84,3	84,8	85,4	86,1	86,6	0,6%	2,8%
Sylviculture, pêche et chasse	29,3	29,4	29,6	29,9	30,0	0,6%	2,7%
Secteur secondaire	227,5	234,1	228,8	235,1	238,5	1,4%	4,8%
Extraction	44,3	41,1	47,8	37,9	41,3	9,0%	-6,8%
Industrie manufacturière	95,9	96,1	94,2	95,9	97,4	1,7%	1,6%
Agroalimentaire	54,6	54,7	55,1	55,4	56,1	1,1%	2,6%
Egrenage et fabrication de textiles	9,4	9,1	6,5	7,4	8,1	8,7%	-14,5%
Bois et métaux	16,0	16,2	16,3	16,4	16,4	0,5%	2,5%
Autres industries manufacturières	15,8	16,1	16,4	16,7	16,9	1,5%	7,1%
Energie	26,6	29,5	25,3	26,0	26,9	3,4%	1,1%
BTP	60,8	67,4	61,5	75,4	72,9	-3,3%	19,8%
Secteur tertiaire	510,2	489,4	514,1	505,3	567,8	12,4%	11,3%
Services marchands	306,5	308,5	319,6	321,8	326,5	1,4%	6,5%
Commerce	112,9	114,2	115,4	116,0	116,3	0,3%	3,1%
Hotellerie et restauration	12,4	12,1	11,6	11,0	10,9	-0,6%	-11,7%
Transports	13,7	13,7	13,9	14,0	14,0	0,1%	2,7%
Télécommunication	81,3	83,6	88,9	92,5	91,8	-0,8%	12,9%
Services financiers	36,6	36,6	37,6	38,2	38,9	1,8%	6,2%
Autres services marchands	49,7	48,2	52,1	50,1	54,5	8,7%	9,8%
Services non marchands	227,2	204,4	218,9	208,2	266,5	28,0%	17,3%
Administrations publiques	207,0	184,1	198,3	187,5	245,8	31,0%	18,7%
Autres services non marchands	20,2	20,3	20,5	20,7	20,8	0,6%	3,1%
SIFIM	-23,5	-23,6	-24,3	-24,7	-25,2	2,0%	7,4%
Impôts et taxes	118,0	116,6	131,9	135,6	133,9	-1,3%	13,4%
PIB, Constant1999, CVS	1 096,6	1 080,4	1 116,8	1 121,6	1 187,1	5,8%	8,3%
PIB, Valeur courante, CVS	1 625,8	1 574,1	1 646,8	1 610,0	1 744,3	8,3%	7,3%



Au deuxième trimestre 2016, le produit intérieur brut, corrigé des variations saisonnières, a connu une croissance par rapport au 1er trimestre 2016. En effet, en volume, le PIB a crû de 5,8% en glissement trimestriel pour se situer à 1187,1 milliards FCFA au deuxième trimestre 2016. Cette hausse est due principalement à la croissance du secteur tertiaire (+12,4%) et particulièrement celle de l'administration publique (+31,0%). Les secteurs primaire et secondaire ayant connu respectivement des croissances de 0,6% et 1,4%. Quant aux impôts et taxes, ils ont connu une baisse de 1,3%.

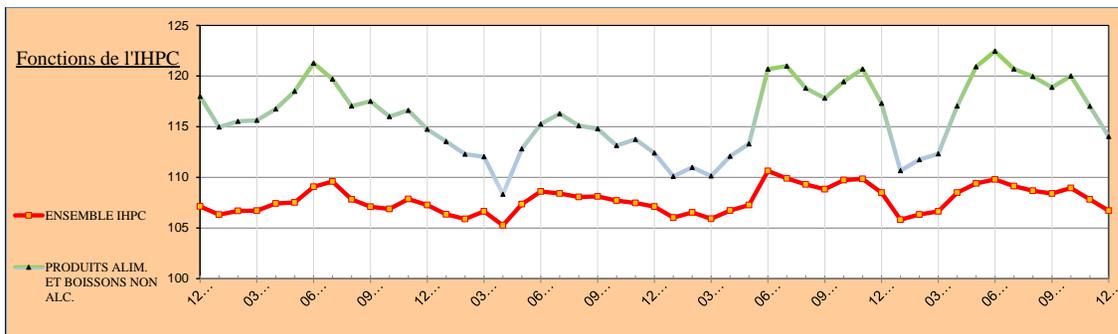
Comparé au deuxième trimestre 2015, le volume du PIB a connu une hausse de 8,3% au deuxième trimestre 2016. De même, cette évolution est principalement tirée par le secteur tertiaire (+11,3%).

En valeur, on note une hausse trimestrielle du PIB de 8,3% ainsi qu'une hausse de 7,3% en glissement annuel.

Source : MINEFID / INSD

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2008	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2015	2016	2016	2016	2016	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	109,4	106,3	109,2	108,7	107,8	-0,8%	-1,4%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	119,2	111,6	120,1	119,9	117,0	-2,4%	-1,8%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	97,9	97,8	98,1	99,9	101,4	1,6%	3,6%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSANTS	101,8	101,8	101,8	101,9	102,0	0,0%	0,1%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	121,6	120,1	120,7	118,2	119,1	0,8%	-2,0%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	97,9	97,9	97,9	97,9	97,9	0,0%	-0,1%
SANTE	101,3	101,3	101,3	101,3	101,3	0,0%	0,0%
TRANSPORTS	109,9	108,9	106,7	104,9	104,8	0,0%	-4,6%
COMMUNICATION	64,2	64,2	64,2	64,2	64,2	0,0%	0,0%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	97,2	97,2	97,2	97,3	97,3	0,0%	0,1%
ENSEIGNEMENT	108,6	108,6	108,6	108,6	108,6	0,0%	0,0%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	111,9	111,8	112,0	112,6	112,6	0,0%	0,6%
AUTRES BIENS ET SERVICES	104,9	104,9	104,9	105,1	105,3	0,1%	0,3%



Le quatrième trimestre 2016 est marqué par une baisse du niveau général des prix à la consommation tant en variation annuelle que trimestrielle. En effet, l'IHPC a reculé de 1,4% par rapport au troisième trimestre 2015 et de 0,8% par rapport au trimestre précédent.

La baisse annuelle du niveau général des prix est essentiellement expliquée par un recul des prix au niveau des fonctions "transports" de 4,6%, "Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" de 2,0% et "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" de 1,8%. Pour le reste des produits; en dehors des boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants qui ont connu une hausse de 3,6% de leurs prix, les autres produits ont enregistré une faible variation de leurs prix.

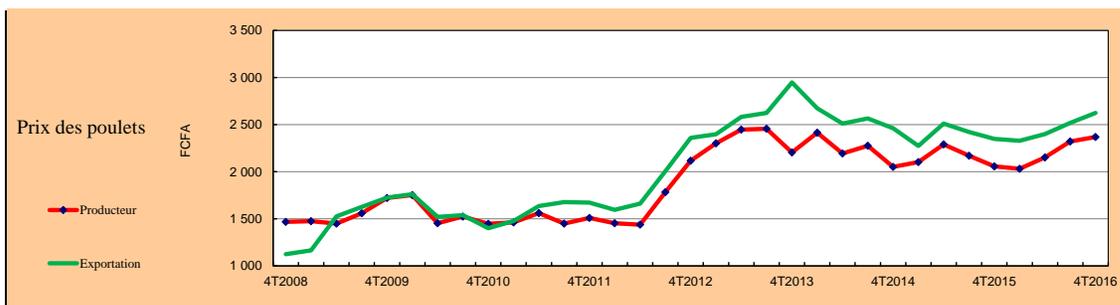
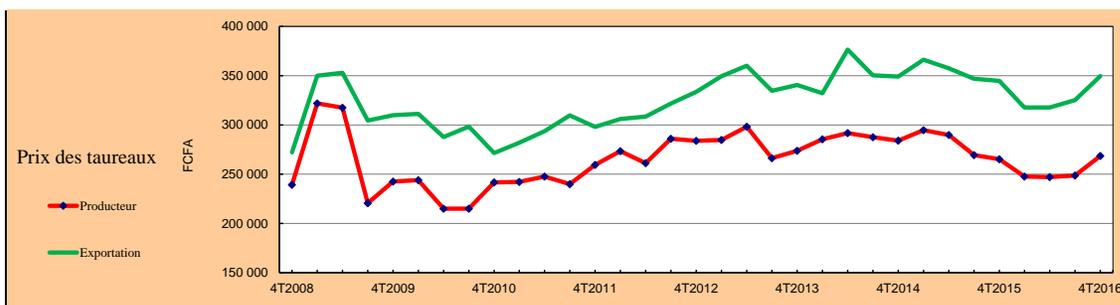
Quant à la baisse trimestrielle, elle est justifiée essentiellement par la baisse des prix des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-2,4%). Les autres fonctions, en dehors des "boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants" (+1,6%), ont connu une faible variation trimestrielle de leurs prix.

En fin décembre 2016, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de -0,2% contre +0,9% en décembre 2015.

Source : MINEFID / INSD

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2015	2016	2016	2016	2016	trimestriel	annuel
	Prov						
Prix au producteur du taureau	265 267	247 564	247 146	248 573	268 552	8,0%	1,2%
Prix à l'exportation du taureau	344 713	317 751	317 648	325 251	349 677	7,5%	1,4%
Prix au producteur du bélier	34 100	32 666	33 875	35 960	38 609	7,4%	13,2%
Prix à l'exportation du bélier	47 638	39 730	40 819	46 842	51 218	9,3%	7,5%
Prix au producteur du bouc	19 878	19 724	20 250	20 638	22 021	6,7%	10,8%
Prix à l'exportation du bouc	29 773	29 564	29 746	31 820	33 731	6,0%	13,3%
Prix au producteur du poulet	2 057	2 032	2 151	2 322	2 369	2,0%	15,2%
Prix à l'exportation du poulet	2 348	2 329	2 399	2 519	2 624	4,2%	11,8%
Prix au producteur de la pintade	2 253	2 124	2 190	2 308	2 490	7,9%	10,5%
Prix à l'exportation de la pintade	2 363	2 341	2 367	2 610	2 797	7,2%	18,4%



Au quatrième trimestre 2016, le marché des animaux s'est caractérisé par un bon niveau d'approvisionnement en bétail et volaille avec des variations de prix globalement à la hausse. Une situation qui pourrait s'expliquer par une hausse de la demande.

Le prix du taureau a connu une hausse sur l'ensemble des marchés au quatrième trimestre 2016. Cette hausse a été de 8% sur les marchés de production et 7,5% sur les marchés d'exportations par rapport au trimestre précédent. Par rapport, au même trimestre de 2015, le prix du taureau est resté de façon globale stable sur les marchés.

Les prix des petits ruminants, ont connu également une hausse au cours de ce trimestre. En effet le prix du bélier a connu une variation de +7,4% sur les marchés de production et de +9,3% sur les marchés d'exportation par rapport au trimestre précédent. Quant au prix du bouc, il a connu une hausse d'au moins 6 % sur les différents marchés. En glissement annuel, c'est également la même tendance haussière des prix qui est observée sur l'ensemble des marchés pour le bélier et le bouc.

Cette hausse du prix du taureau, du bélier et du bouc en cette période s'expliquerait par une hausse de la demande extérieure (exportation) et intérieure (abattage) avec la reprise des activités commerciales du bétail et du bon état d'embonpoint (situation alimentaire et zoosanitaire calmant) des animaux présentés sur la place du marché.

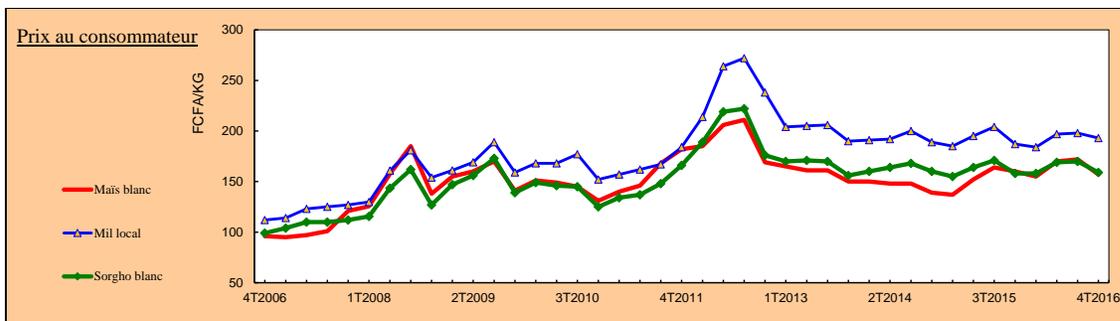
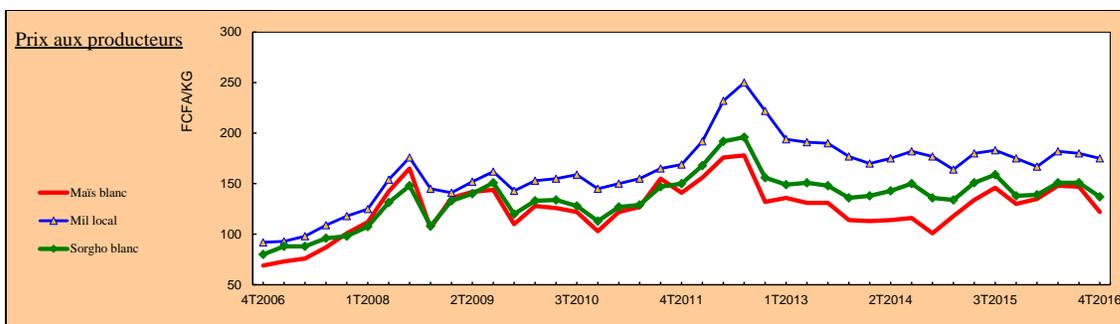
Les prix de la volaille ont affiché une tendance haussière sur les marchés en glissement trimestriel et annuel. Les plus fortes variations ont été enregistrées en glissement annuel où les hausses observées sont d'au moins 10,5%.

La hausse du prix de la volaille s'expliquerait également par la forte demande lors des fêtes de fin d'année.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2015	2016	2016	2016	2016	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	130,0	135,0	148,0	147,0	122,0	-17,0%	-6,2%
Prix au consommateur du maïs blanc	160,0	155,0	170,0	172,0	157,0	-8,7%	-1,9%
Prix au producteur du mil local	175,0	167,0	182,0	180,0	175,0	-2,8%	0,0%
Prix au consommateur du mil local	187,0	184,0	197,0	198,0	193,0	-2,5%	3,2%
Prix au producteur du sorgho blanc	138,0	139,0	151,0	151,0	137,0	-9,3%	-0,7%
Prix au consommateur du sorgho blanc	158,0	158,0	169,0	170,0	159,0	-6,5%	0,6%



Une meilleure disponibilité céréalière a été observée sur les marchés au cours de quatrième trimestre 2016 avec la présence des nouvelles récoltes. Les récoltes se sont poursuivies en même temps que la reconstitution des stocks ménages et commerçants. Les prix des principales céréales ont connu des baisses sur la plupart des marchés.

Sur les marchés de collecte, les prix moyens du trimestre étaient de 122 FCFA le kilogramme pour le maïs, de 157 FCFA pour le mil et de 137 FCFA pour le sorgho. Par rapport au trimestre précédent, ces prix sont en baisse de 17,0%, 2,8% et 9,3% respectivement pour le maïs, le mil et le sorgho. Comparé à la même période de l'année passée, une baisse de 6,2% pour le maïs et une stabilité pour le mil et le sorgho ont été observées. Par rapport à la moyenne des 5 dernières années, il est ressorti des variations de prix de 1% pour le maïs et de -4% pour le mil et le sorgho.

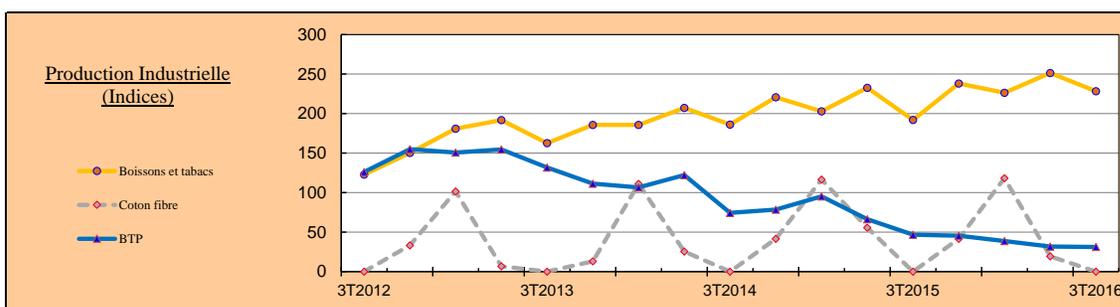
Sur les marchés de détail, les prix des céréales ont eu les mêmes tendances évolutives. Des baisses de 8,7% pour le maïs, de 2,5% pour le mil et 6,5% pour le sorgho ont été enregistrées comparativement au trimestre précédent et avec des prix moyens suivants : 157 FCFA/Kg pour le maïs, 193 FCFA/Kg pour le mil et 159 FCFA/Kg pour le sorgho. Par rapport au même trimestre de l'année passée, les variations sont de -1,9% pour le maïs, +3,2% pour le mil et +0,6% pour le sorgho. Comparativement à la moyenne quinquennale, de légères baisses de 3%, 2,2% et 1,8% respectivement pour le sorgho, le mil et le maïs.

Les prix les plus élevés du trimestre ont été observés sur les marchés des régions du Sahel, du Nord, de l'Est, du Centre-Est et du Plateau Central avec une moyenne de 21 000 FCFA le sac de 100 Kg de mil, 17 000 FCFA le sac de maïs et 17 500 FCFA le sac de sorgho. Les prix les moins élevés se retrouvent sur les marchés des régions de la Boucle du Mouhoun, des Hauts-Bassins, et des Cascades avec des moyennes des prix de 15 000 FCFA le sac de mil, de 12 500 FCFA pour le maïs et 13 500 FCFA pour le sorgho.

Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S.

INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2015	2015	2016	2016	2016	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFTTEX)	0,0	41,5	118,3	19,2	0,0	-100,0%	
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	160,0	194,5	196,2	216,4	189,3	-12,5%	18,3%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	9,2	53,1	123,0	33,1	13,4	-59,6%	45,5%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	511,6	866,6	864,7	914,2	1 130,5	23,7%	121,0%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	121,0	136,1	149,8	150,7	147,0	-2,4%	21,5%
BOISSONS ET TABAC	192,1	238,0	226,4	251,4	228,3	-9,2%	18,9%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	121,0	136,1	149,8	150,7	147,0	-2,4%	21,5%
BOULANGERIES, MEUNERIES	129,7	140,4	137,1	117,4	138,0	17,6%	6,4%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	94,3	106,2	136,4	149,1	110,3	-26,1%	16,9%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFTTEX)	101,7	170,2	170,2	173,1	148,0	-14,5%	45,5%
INDUSTRIES CHIMIQUES	77,5	61,0	62,3	77,7	76,5	-1,5%	-1,3%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	6,8	6,0	6,9	6,6	3,9	-40,6%	-41,6%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	163,9	148,9	164,4	193,1	142,2	-26,4%	-13,2%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	46,8	45,4	38,7	31,6	31,2	-1,4%	-33,4%
TOTAL GENERAL HORS BTP	131,0	149,3	173,7	170,9	156,0	-8,8%	19,1%
IHPI	119,8	135,5	155,8	152,5	139,4	-8,6%	16,4%



Au troisième trimestre 2016, l'activité industrielle s'est rétractée. Comparativement au troisième trimestre de 2015, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) a baissé de 8,6% pour s'établir à 139,4. En glissement annuel par contre, l'IHPI a enregistré une hausse de 16,4%.

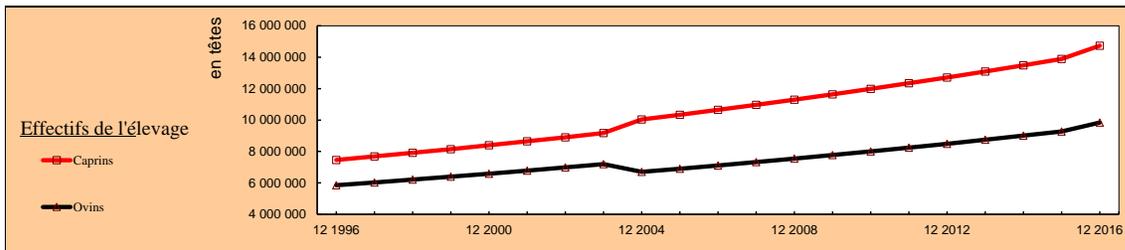
La baisse de l'IHPI est consécutive à la baisse de la production dans la quasi-totalité des branches de l'industrie burkinabè. En effet, le secteur eau, électricité et gaz a enregistré une forte diminution de sa production, matérialisée par une baisse de son indice aussi bien en glissement trimestriel (24,6%) qu'annuel (13,2%). De même, la période d'inactivité des entreprises d'égrenage de coton s'est poursuivie et aucune production n'a été enregistrée au cours du trimestre. Les industries d'ouvrages en bois et en métaux ont également enregistré d'importantes baisses de leurs productions et leur indice a fortement décliné en glissement trimestriel (-40,6%) et en glissement annuel (-41,6%). L'indice des industries de fabrication de produits alimentaires, de boissons et de tabacs a aussi enregistré une baisse de 12,5% en glissement trimestriel. Par contre, en glissement annuel, l'indice de la branche est en hausse de 18,3%.

La production a augmenté seulement dans la branche des industries d'extraction de minéraux métalliques au cours du trimestre. Ainsi, l'indice des industries extractives est en hausse de 23,7% en glissement trimestriel. Aussi, par rapport au même trimestre de l'année 2015, la production a plus que doublé et l'indice de la branche est en hausse de 121,0%.

Source : MINEFID / INSD

EFFECTIFS DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	Dec 2012	Dec 2013	Dec 2014	Dec 2015	Dec 2016	Croissance moyenne	
						2012-2016	2015-2016
Effectif de bovins (en têtes)	8 737 757	8 912 491	9 090 718	9 272 510	9 457 934	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	8 745 206	9 007 538	9 277 746	9 556 056	9 842 712	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	13 094 064	13 486 864	13 891 447	14 308 172	14 737 393	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	39 797	40 991	42 220	43 487	44 792	3,0%	3,0%

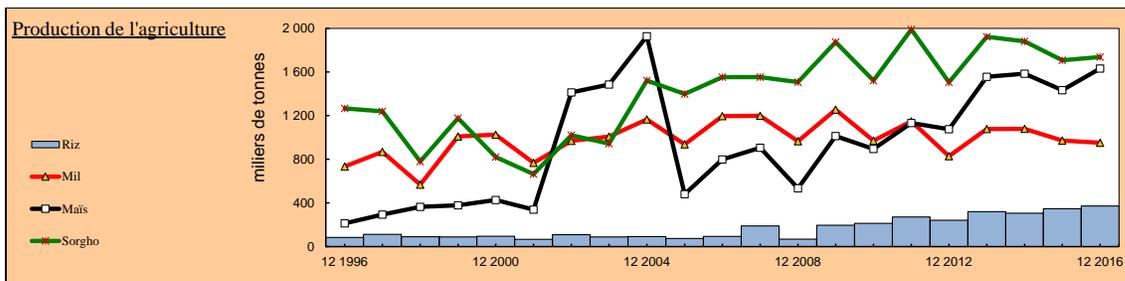


La mise à jour de l'effectif du cheptel nous renseigne que les bovins restent l'espèce la plus importante en terme de valeur monétaire. Les petits ruminants (ovins et caprins) sont les plus exportés et représentent au moins 60% du bétail exporté. Les ménages ont beaucoup plus recours aux petits ruminants pour obtenir de la liquidité et/ou des vivres. Quant à la volaille, elle est plus consommée localement.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	Dec 2012	Dec 2013	Dec 2014	Dec 2015	Dec 2016	Croissance moyenne	
						2012-2016	2015-2016
Production brute totale de céréales	4 898 544	4 869 723	4 469 300	4 189 665	4 705 030	-1,0%	12,3%
dont : Production brute de mil	1 078 394	1 078 570	972 539	946 184	951 516	-3,1%	0,6%
dont : Production brute de sorgho	1 923 805	1 880 465	1 707 613	1 435 640	1 737 016	-2,5%	21,0%
dont : Production brute de maïs	1 556 316	1 585 418	1 433 085	1 469 612	1 632 030	1,2%	11,1%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	319 390	305 382	347 501	325 138	371 602	3,9%	14,3%



Ce trimestre a été marqué par les résultats prévisionnels de la campagne agricole 2016/2017 qui, dans l'ensemble, a été moyenne. La production céréalière prévisionnelle a été estimée à 4 705 030 tonnes. Cette production est en hausse par rapport à celle de la campagne agricole précédente de 12,30% et par rapport à la moyenne des cinq dernières années de 6,5%.

La production prévisionnelle des différentes céréales est établie comme suit :

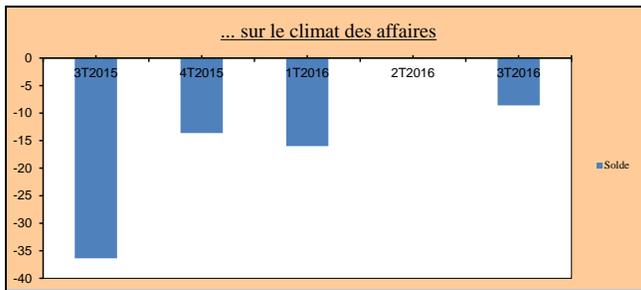
- Pour le mil, la production est de 951 516 tonnes, correspondant à une quasi-stabilité de 0,6% par rapport à la production définitive de la campagne agricole 2015-2016 et à une baisse de 3,0% par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes.
- Le maïs enregistre une production de 1 632 303 tonnes, soit une hausse de 11,1% par rapport à la production définitive de la campagne 2015-2016 et de 14,6% par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes.
- La production de sorgho blanc est établie à 1 269 082 tonnes, soit une hausse de 18,3% par rapport à la production définitive de la campagne agricole 2015-2016, et de 0,5% par rapport à la moyenne quinquennale.
- La production de sorgho rouge est estimée à 467 934 tonnes, soit une hausse de 29,1% par rapport à la production définitive de la campagne agricole 2015-2016, et de 9,4% par rapport à la moyenne quinquennale.
- La production de riz est estimée à 371 602 tonnes, correspondant à une hausse de 14,3% par rapport à la production définitive de la campagne agricole 2015-2016 et de 20,8% par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes.
- Le fonio enregistre une production de 12 592 tonnes. Cette production est en baisse de 3,8% par rapport à la production définitive de la campagne agricole 2015-2016 et de 17,9% par rapport à la moyenne quinquennale.

Pour les cultures de rente (coton, arachide, sésame, soja), la production prévisionnelle est évaluée à 1 617 990 tonnes ; elle est globalement en hausse de 16,4% par rapport à la campagne passée et en hausse également de 32,9% par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes.

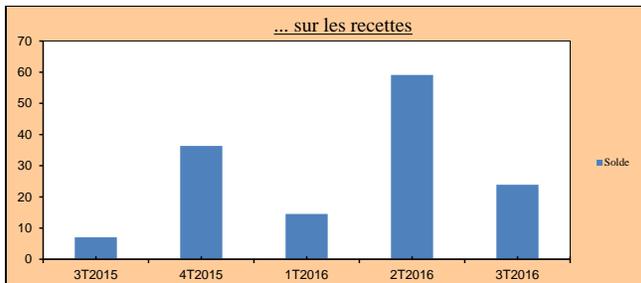
Le bilan céréalier national prévisionnel de la campagne 2016/2017 fait ressortir un excédent brut estimé à 256 621 tonnes. Les prévisions d'importation se chiffrent à 214 718 tonnes. Ce qui donne un bilan céréalier prévisionnel avec un excédent net de 859 356 tonnes et un disponible apparent par habitant de 251 kg.

La production prévisionnelle de la présente campagne agricole fait ressortir 18 provinces déficitaires, 11 provinces en situation d'équilibre et 16 provinces excédentaires.

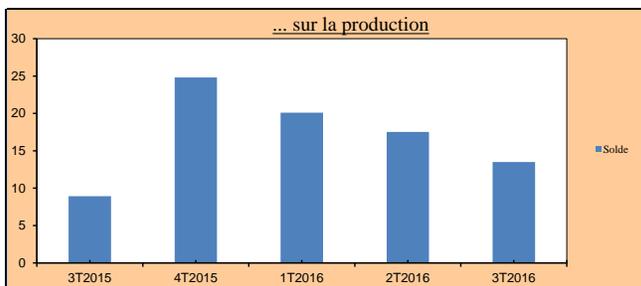
Sources : M.A.A.H. / SO.NA.G.E.S.S. et D.G.E.S.S.

SOLDES D'OPINION (%) DES CHEFS D'ENTREPRISES...**Climat des affaires**

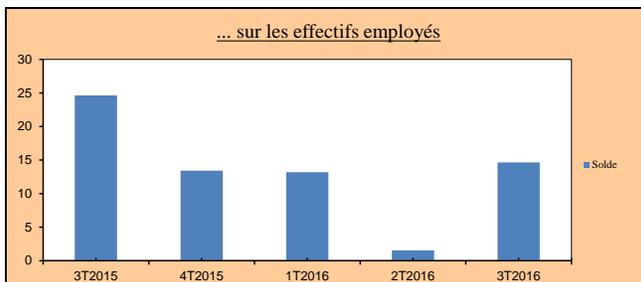
Contrairement à l'attente des chefs d'entreprises, le climat des affaires au troisième trimestre 2016 a été peu favorable comparé au deuxième trimestre de l'année.

**Recettes**

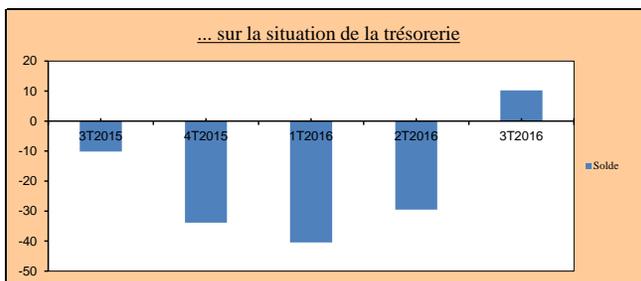
Cependant, les ventes au troisième trimestre sont en hausse par rapport au deuxième trimestre 2016.

**Production**

La production a également augmenté au troisième trimestre 2016.

**Effectifs employés**

Ainsi, les effectifs employés sont repartis à la hausse au troisième trimestre 2016 après une stagnation au trimestre précédent.

**Trésorerie des entreprises**

Dans l'ensemble, la situation de la trésorerie des entreprises s'est améliorée. Elle redevenue bonne depuis le quatrième trimestre 2013.

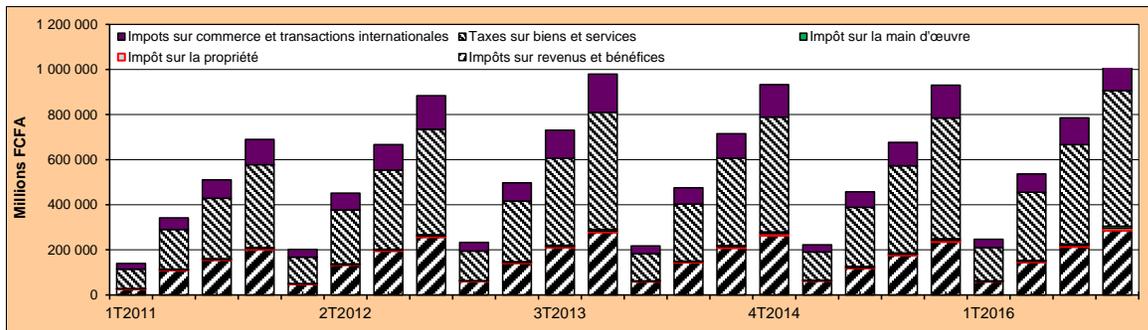
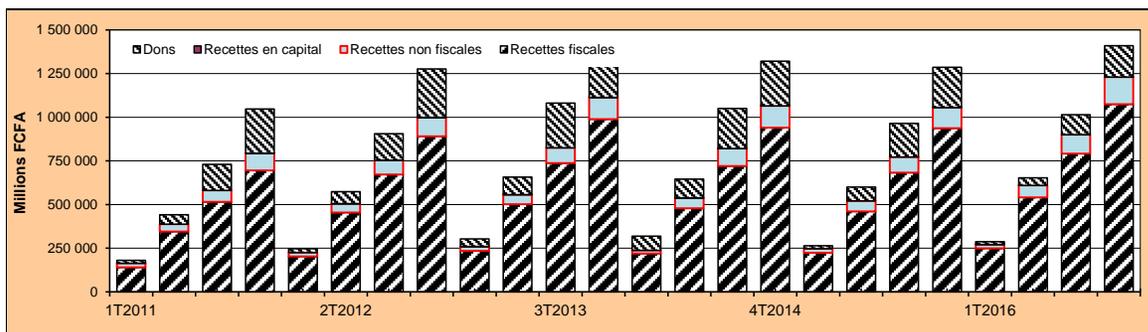
Source : MINEFID / INSD

Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat, à fin décembre 2016, s'est soldée par un déficit (base engagement) de **220,0 milliards de FCFA**, contre un déficit de **85,5 milliards de FCFA** à fin décembre 2015.

RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES	Prévision budgétaire (2016)	4. Trim. 2015	1. Trim. 2016	2. Trim. 2016	3. Trim. 2016	4. Trim. 2016	Taux d'exécution	Glissement annuel
(En millions Francs CFA)		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Recettes totales et dons	1 570 175,7	1 286 223,6	287 445,0	652 960,4	1 014 301,9	1 409 881,7	89,8%	9,6%
Recettes totales	1 283 901,5	1 056 182,1	271 655,7	609 515,2	899 772,8	1 229 691,3	95,8%	16,4%
Recettes courantes	1 283 901,5	1 056 182,1	271 625,5	609 485,0	899 742,7	1 229 661,0	95,8%	16,4%
Recettes fiscales	1 127 291,3	937 664,0	249 313,4	541 297,5	791 828,6	1 074 593,6	95,3%	14,6%
Impôts sur revenus et bénéfices	307 416,6	234 438,1	58 600,6	144 660,4	212 846,5	285 742,5	92,9%	21,9%
Impôt sur la main d'œuvre	19 132,2	7 886,5	2 246,4	4 476,3	6 590,6	8 743,8	45,7%	10,9%
Taxes sur biens et services	607 410,3	535 343,7	147 510,7	301 820,7	440 257,4	600 942,8	98,9%	12,3%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	182 742,2	145 020,0	36 668,1	81 103,6	118 456,8	159 130,3	87,1%	9,7%
Autres recettes fiscales	10 590,0	7 495,3	2 116,9	4 502,5	6 394,6	9 341,2	88,2%	24,6%
Recettes non fiscales	156 610,2	118 518,0	22 312,1	68 187,4	107 914,0	155 067,4	99,0%	30,8%
Recettes en capital	0,000	0,083	30,173	30,173	30,173	30,299		36492,2%
Dons	286 274,2	230 041,5	15 789,3	43 445,2	114 529,1	180 190,4	62,9%	-21,7%
Projets	213 771,5	105 211,4	15 789,3	43 445,2	76 237,3	98 992,3	46,3%	-5,9%
Programmes	72 502,7	124 830,1	0,0	0,0	38 291,8	81 198,1	112,0%	-35,0%



Au titre des recettes totales et dons, le TOFE affiche un niveau de réalisation de 1 409,9 milliards de FCFA à fin décembre 2016 contre 1 286,2 milliards de FCFA à fin décembre 2015, soit une progression de 9,6%, imputable essentiellement à un accroissement des recettes propres.

Les recettes totales (recettes propres) ont connu une hausse de 16,40% (+173,5 milliards de FCFA) par rapport à fin décembre 2015. Cette hausse est portée aussi bien par les recettes fiscales que les recettes non fiscales.

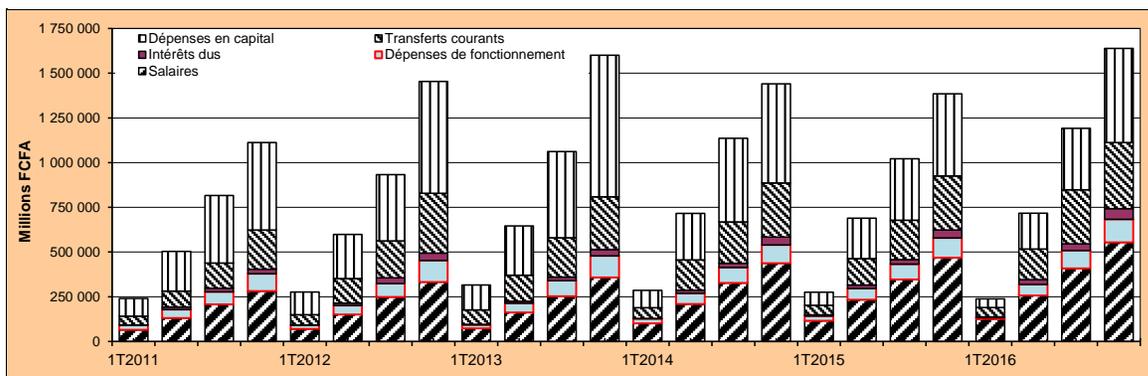
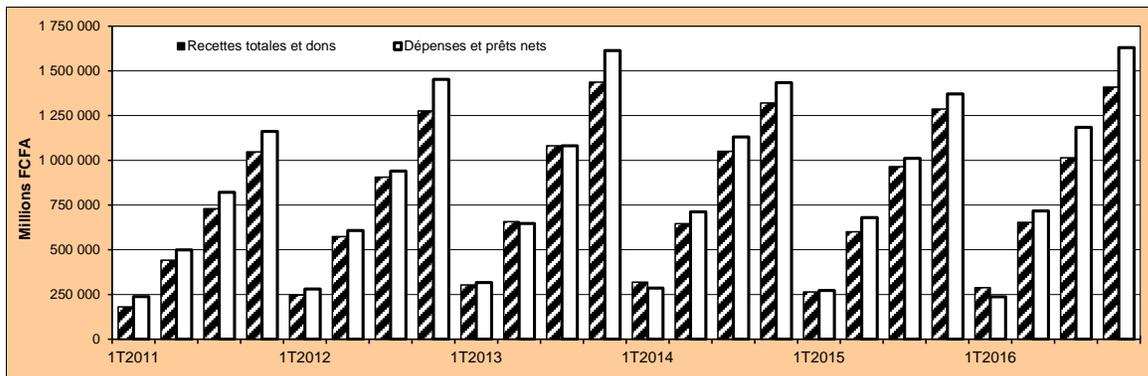
En effet, les recettes fiscales se sont établies à 1 074,6 milliards de FCFA à fin décembre 2016, en hausse de 136,9 milliards de FCFA par rapport à fin décembre 2015, imputable à une progression de toutes ses composantes. Les accroissements les plus importants se situent au niveau des impôts sur revenus et bénéfices (+51,3 milliards de FCFA), des taxes sur biens et services (+65,6 milliards de FCFA) et des impôts sur le commerce et transactions internationales (+14,1 milliards de FCFA). Concernant les recettes non fiscales, elles ont enregistré une progression de 30,8% (+36,5 milliards de FCFA) en lien avec la hausse des amendes et condamnations pécuniaires de 10,6 milliards de FCFA et des produits financiers de 9,8 milliards de FCFA.

Quant aux dons, ils ont été mobilisés à hauteur de 180,2 milliards de FCFA à fin décembre 2016, soit une baisse de 49,8 milliards de FCFA par rapport à fin décembre 2015. Cette baisse est due à la contraction aussi bien des dons programmes que des dons projet respectivement de 35,0% et 5,9%.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2015	2016	2016	2016	2016		
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Dépenses et prêts nets	1 796 632,1	1 371 703,0	237 761,5	716 577,9	1 184 353,2	1 629 838,0	90,7%	18,8%
Dépenses	1 799 564	1 384 264,2	238 383,5	717 532,0	1 191 979,4	1 638 501,3	91,0%	18,4%
Dépenses courantes	1 070 590	925 387,1	190 077,7	516 754,0	847 636,3	1 112 301,1	103,9%	20,2%
Salaires	519 075	468 529,6	125 622,8	256 884,0	408 642,3	554 474,4	106,8%	18,3%
Dépenses de fonctionnement	140 308	110 316,9	7 463,8	61 916,8	100 175,1	128 515,7	91,6%	16,5%
Intérêts dus	49 512	44 110,0	4 052,9	26 840,6	37 307,8	59 793,4	120,8%	35,6%
Transferts courants	361 696	302 430,5	52 938,2	171 112,5	301 511,2	369 517,6	102,2%	22,2%
Dépenses en capital	728 973	458 877,1	48 305,9	200 777,9	344 343,1	526 200,2	72,2%	14,7%
financées sur ressources propres	366 395	302 629,2	10 287,0	109 661,1	195 126,3	338 390,0	92,4%	11,8%
Prêts nets	-2 932	-12 561,2	-622,1	-954,0	-7 626,2	-8 663,3	295,5%	-31,0%



Au titre des dépenses totales et prêts nets, le TOFE enregistre un niveau d'exécution cumulé de 1 629,8 milliards de FCFA à fin décembre 2016 contre 1 371,7 milliards de FCFA à la même période en 2015, soit une hausse de 258,1 milliards de FCFA. Cette hausse résulte à la fois d'une progression des dépenses courantes de 187,0 milliards de FCFA et des dépenses en capital de 67,3 milliards de FCFA.

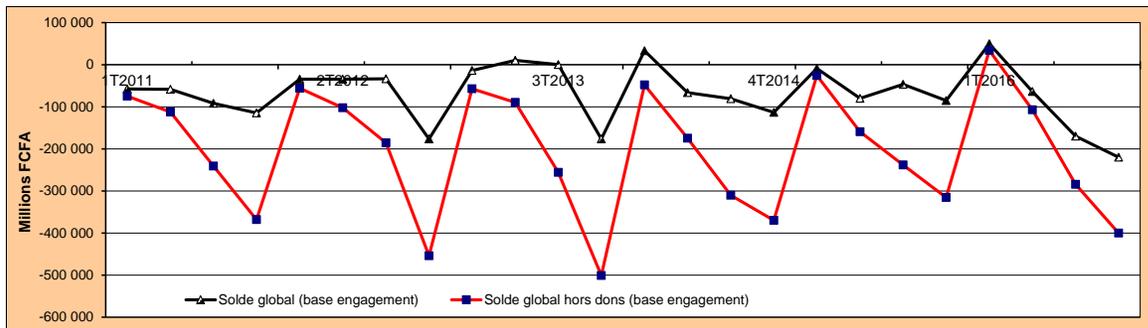
L'accroissement des dépenses courantes est imputable essentiellement à un accroissement des dépenses de personnel (85,9 milliards de FCFA) et de transferts courants (+67,3 milliards de FCFA). La prise en charge du reversement de la quasi totalité des agents publics dans la loi 081 et l'évolution des effectifs additionnels ont eu pour effet une augmentation des dépenses de personnel de 18,3% comparativement à fin septembre 2015. Quant aux transferts courants, ils sont passés de 302,4 milliards à fin décembre 2015 de FCFA pour s'établir à 369,5 milliards de FCFA à fin décembre 2016 soit une hausse de 22,2% liée avec la hausse des transferts envers les Etablissements Publics de l'Etat.

La dynamique de l'exécution des dépenses en capital s'est amorcée au deuxième trimestre 2016 pour s'établir à fin décembre à 526,2 milliards de FCFA contre 458,9 milliards de FCFA à fin décembre 2015. Cette progression des dépenses en capital de 14,7% est imputable à la hausse des dépenses en capital financées sur ressources propres et celles financées sur ressources extérieures respectivement de 11,8% et 19% comparativement à la même période en 2015.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SOLDES ET FINANCEMENT

SOLDE GLOBAL (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2015	2016	2016	2016	2016		
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Solde global (base engagement)	-226 456,3	-85 479,4	49 683,5	-63 617,6	-170 051,3	-219 956,3	97,1%	157,3%
Solde global hors dons (base engagement)	-512 730,6	-315 520,9	33 894,2	-107 062,8	-284 580,4	-400 146,7	78,0%	26,8%
Solde primaire	-463 218,4	-271 410,8	37 947,1	-80 222,1	-247 272,6	-340 353,3	73,5%	25,4%
Solde de base	-150 152,0	-163 951,8	70 050,5	-21 384,7	-141 414,1	-219 325,0	146,1%	33,8%
Solde global (base caisse)	-226 456,3	-183 488,8	-45 221,6	-74 812,6	-120 572,3	-134 350,8	59,3%	-26,8%
Solde global hors dons (base caisse)	-512 730,6	-413 530,3	-61 011,0	-118 257,8	-235 101,4	-314 541,1	61,3%	-23,9%

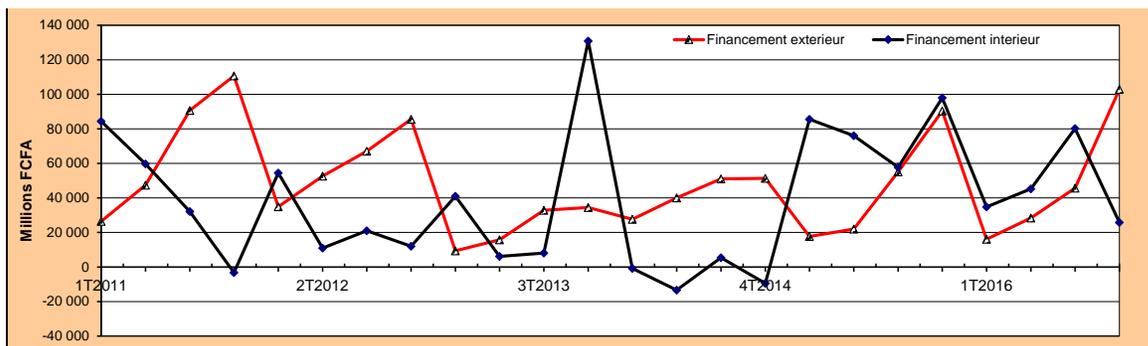


A fin décembre 2016, le solde global base engagement est ressorti déficitaire de 220,0 milliards de FCFA contre un déficit de 85,5 milliards de FCFA à fin décembre 2015 soit une aggravation de 134,4 milliards de FCFA.

Quant au solde global "base caisse", il s'est établi à 134,4 milliards de FCFA à fin décembre 2016 contre un déficit de 183,5 milliards de FCFA.

le solde du financement, il s'est établi à 136,7 milliards de FCFA dont 102,9 milliards de FCFA et 33,8 milliards de FCFA respectivement pour le financement extérieur et intérieur.

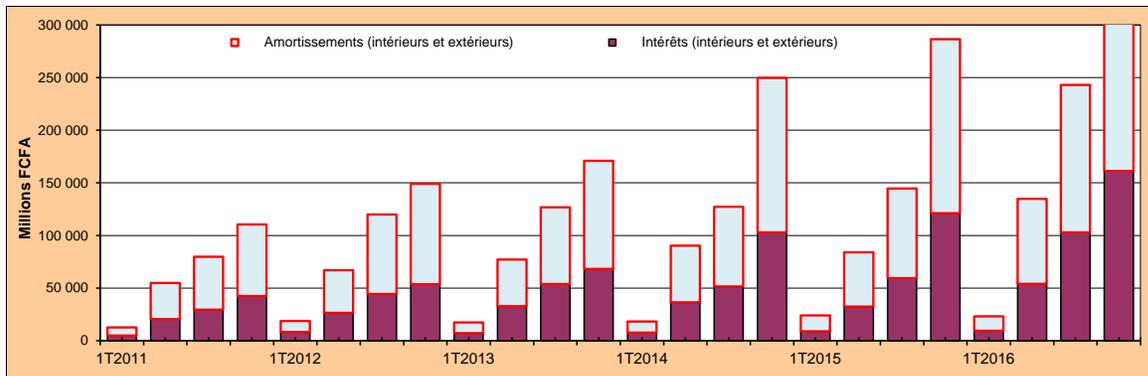
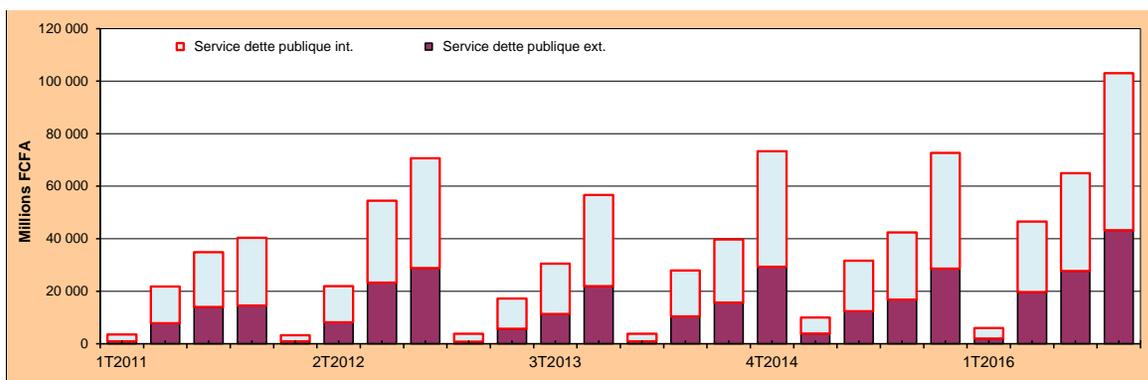
FINANCEMENT (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2015	2016	2016	2016	2016		
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Financement	226 456,3	188 283,2	50 935,8	73 684,2	125 949,0	128 684,2	56,8%	-31,7%
Financement extérieur	168 413,5	90 369,2	16 112,4	28 410,7	45 677,0	102 887,2	61,1%	13,9%
Décassements extérieurs	207 105,5	122 080,8	20 366,9	42 232,8	66 929,0	144 801,3	69,9%	18,6%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-38 692,0	-31 711,6	-4 254,5	-13 822,1	-21 252,0	-41 914,1	108,3%	32,2%
Ajustement taux de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	58 042,9	97 914,0	34 823,4	45 273,5	80 272,0	25 796,9	44,4%	-73,7%
Financement bancaire	63 817,7	33 635,3	21 512,5	5 777,7	1 210,0	-75 291,7	-118,0%	-323,8%
Secteur non bancaire	-5 774,8	64 278,7	13 310,8	39 495,9	79 062,0	101 088,6	-1750,5%	57,3%
Gap de financement	0,0	0,0	-5 714,1	1 128,4	-5 376,7	5 666,6		#####



Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2015	2016	2016	2016	2016		
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Total service dette publique	195 161,3	165 303,2	13 607,5	80 828,5	140 188,2	221 173,8	113,3%	33,8%
Amortissements (int. et ext.)	145 649	121 193,2	9 554,6	53 987,8	102 880,4	161 380,4	110,8%	33,2%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	49 512	44 110,0	4 052,9	26 840,6	37 307,8	59 793,4	120,8%	35,6%
Service dette publique int.	134 763,3	118 079,5	7 255,4	59 842,2	109 306,7	162 692,6	120,7%	37,8%
Amortissements	106 957	89 481,5	5 300,0	40 165,7	81 628,4	119 466,3	111,7%	33,5%
Intérêts	27 806	28 598,0	1 955,4	19 676,5	27 678,3	43 226,3	155,5%	51,2%
Service dette publique ext.	60 398,0	47 223,7	6 352,1	20 986,3	30 881,5	58 481,1	96,8%	23,8%
Amortissements	38 692	31 711,6	4 254,5	13 822,1	21 252,0	41 914,1	108,3%	32,2%
Intérêts	21 706	15 512,1	2 097,5	7 164,2	9 629,5	16 567,1	76,3%	6,8%
Service dette ext./recettes totales	4,7%	4,5%	2,3%	3,4%	3,4%	4,8%		0,3 points

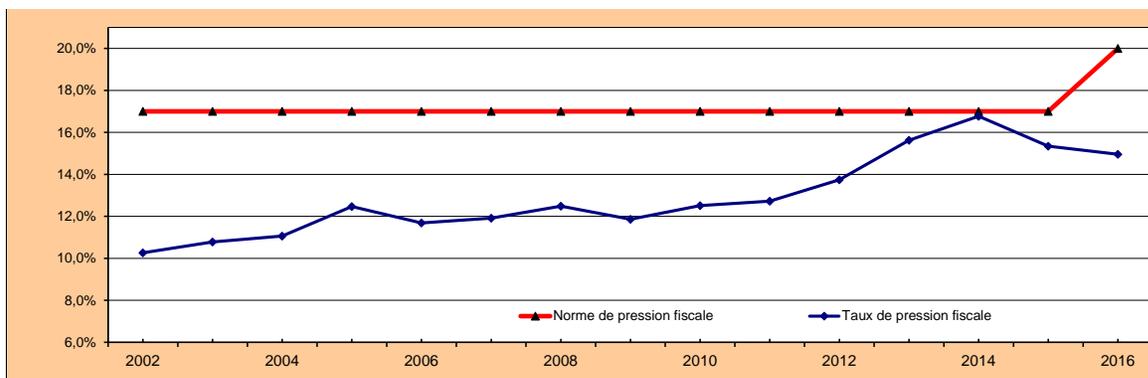


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", est évalué à 4,8% au 31 décembre 2016 contre 4,5% à fin décembre de l'année dernière. Cela traduit une accumulation du poids de la dette sur les ressources propres.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes		12 2012	12 2013	12 2014	12 2015	12 2016
			Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
Critères de 1er rang							
Soldes budgétaires global / PIB nominal	≥	-3%	-3,1%	-3,0%	-1,9%	-1,3%	-3,1%
Taux d'inflation	≤	3%	3,8%	0,5%	-0,3%	1,0%	-0,2%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤	70%	28,8%	29,4%	31,6%	33,2%	31,2%
Critères de 2nd rang							
Masse salariale / Recettes fiscales	≤	35%	37,3%	36,2%	46,5%	50,0%	51,6%
Taux de pression fiscale	≥	20%	15,6%	16,8%	15,3%	14,2%	15,0%



En 2016, sur la base des estimations préliminaires, le Burkina Faso a respecté deux (2) critères de premiers rang, à savoir le taux d'inflation annuel moyen et l'encours total de la dette publique rapporté au PIB nominal. Le critère clé (le solde budgétaire global, dons compris, rapporté au PIB nominal) n'est cependant pas respecté.

Quant aux deux critères de second rang, aucun n'a été respecté en 2016. Le taux de pression fiscale s'est établi à 15,6% en 2016 contre 14,7% en 2015, non conforme à la norme communautaire de 20% minimum. Le ratio masse salariale sur recettes fiscales est ressorti à 51,6% en 2016 contre 50,0% en 2015, ne respectant pas la norme communautaire de 35% maximum.

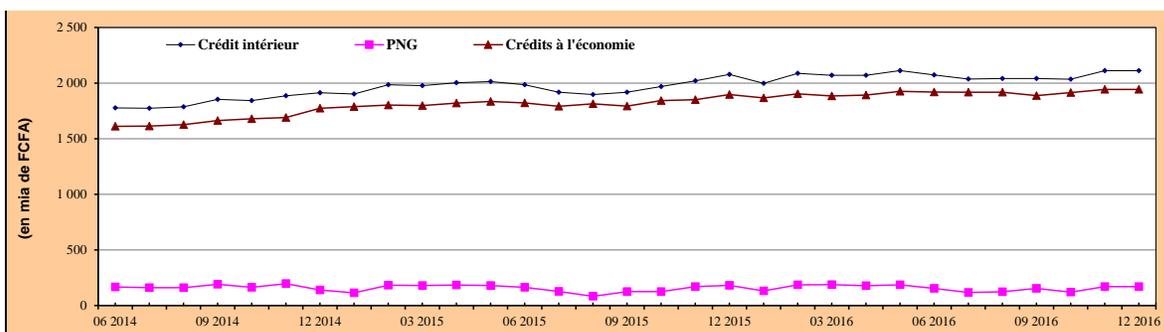
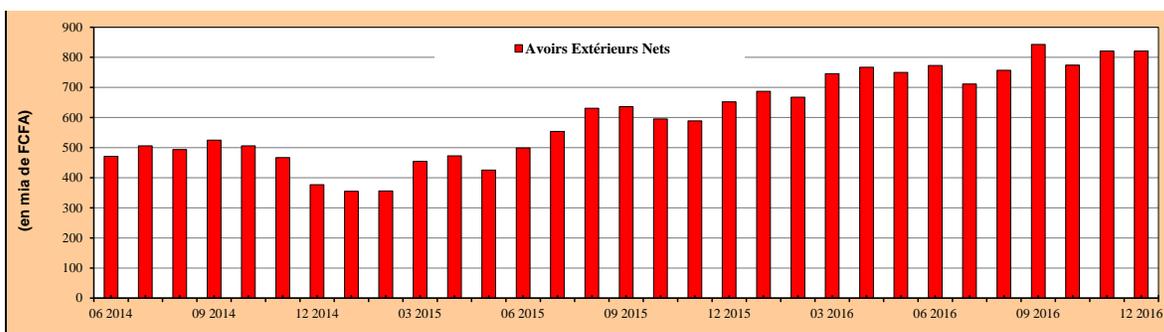
Source : MINEFID

Secteur monétaire

AGREGATS MONETAIRES

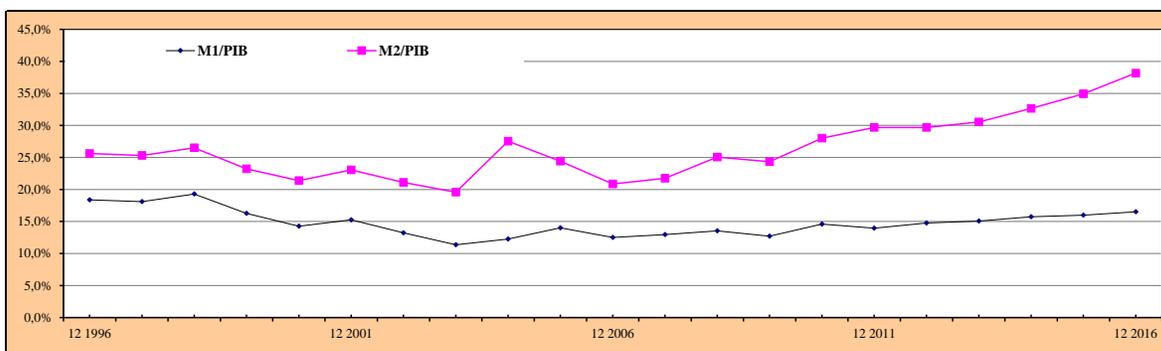
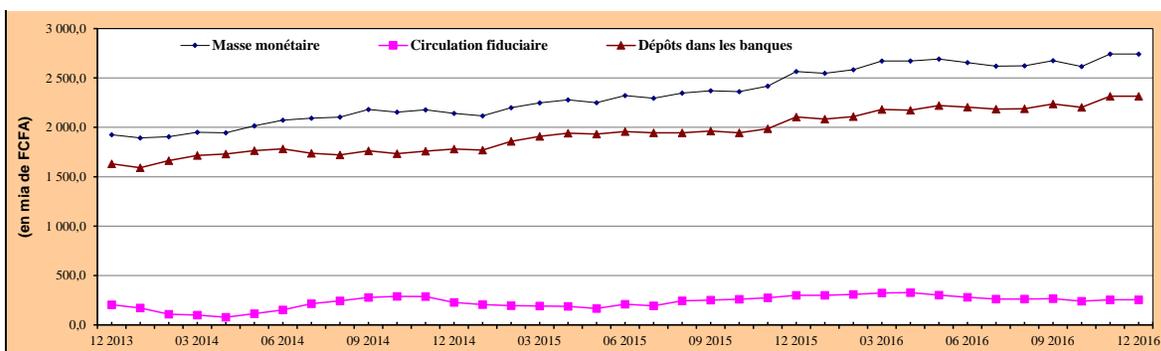
Les transactions avec le reste du monde se traduiraient par un repli des Avoirs Extérieurs Nets de 21,8 milliards de FCFA (-2,6%), en passant de 842,7 milliards de FCFA à fin septembre 2016 à 820,9 milliards de FCFA à fin novembre 2016. Cette diminution est imputable à la Banque Centrale dont les avoirs extérieurs nets ont baissé de 114,1 milliards de FCFA, ceux des banques commerciales s'étant rehaussés de 92,2 milliards de FCFA au cours de la période sous revue.

AGREGATS MONETAIRES En mia de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	4. Trim. 2015	1. Trim. 2016	2. Trim. 2016	3. Trim. 2016	4. Trim. 2016	Variation				
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1	
Est.										
Avoirs Extérieurs Nets	651,9	745,9	772,8	842,7	820,9	-21,8	-2,6%	169,0	25,9%	
BCEAO	-144,3	-138,7	-130,1	-136,5	-250,6	-114,1	83,6%	-106,3	73,7%	
Banques	796,2	884,6	902,9	979,2	1 071,4	92,2	9,4%	275,3	34,6%	
Crédit intérieur	2 078,6	2 070,3	2 073,7	2 040,8	2 112,3	71,5	3,5%	33,7	1,6%	
PNG	181,1	186,9	154,3	153,7	169,3	15,6	10,1%	-11,8	-6,5%	
Crédits à l'économie	1 897,5	1 883,4	1 919,4	1 887,0	1 943,0	55,9	3,0%	45,5	2,4%	
dont crédits à court terme	972,3	955,3	956,8	873,2	938,5	65,3	7,5%	-33,8	-3,5%	
dont crédits de campagne	41,6	40,9	47,8	30,7	29,2	-1,5	-4,9%	-12,4	-29,7%	
dont crédits à moyen et long terme	883,6	887,2	914,7	983,1	975,3	-7,8	-0,8%	91,7	10,4%	
Masse monétaire	2 565,5	2 672,7	2 655,0	2 676,2	2 742,7	66,5	2,5%	177,2	6,9%	
Circulation fiduciaire	299,2	323,9	279,0	265,5	254,6	-10,9	-4,1%	-44,6	-14,9%	
Dépôts dans les banques	2 105,0	2 180,6	2 204,7	2 238,0	2 315,4	77,4	3,5%	210,5	10,0%	
dont dépôts à vue	974,8	1 009,1	997,3	1 018,9	1 086,5	67,6	6,6%	111,6	11,5%	
dont dépôts à terme	719,5	751,3	760,0	775,5	780,1	4,6	0,6%	60,6	8,4%	
Autres Postes Nets	165,0	143,5	191,5	207,3	190,5	-16,8	-8,1%	25,4	15,4%	



La régression des AEN de la Banque Centrale serait imprimée par la baisse plus importante de ses avoirs extérieurs bruts (-121,1 milliards de FCFA) par rapport à celle de ses engagements vis-à-vis des non résidents (-7,1 milliards de FCFA)

La hausse des AEN des banques commerciales est en lien principalement avec la hausse de de leurs avoirs extérieurs bruts (+123,8 milliards de FCFA, soit +9,3%), atténuée par la progression leurs engagements extérieurs (+31,6 milliards de FCFA, soit +8,9%). L'accroissement des créances brutes sur l'extérieur serait imprimé par la hausse de l'encours de leur détention de titres publics des autres Etats de l'UMOA. Quant à la hausse des engagements extérieurs bruts des banques, elle s'expliquerait notamment par l'effet des concours sollicités par les sociétés mères en vue du financement des activités de leurs clients dans le cadre de la reprise économique après les crises de 2014 et 2015.



Le crédit intérieur a progressé de 71,5 milliards de FCFA (+3,5%) entre fin septembre 2016 et fin novembre 2016, se situant à 2.112,3 milliards de FCFA. Cette augmentation est due aussi bien à la hausse des crédits à l'économie (+55,9 milliards de FCFA), qu'à la détérioration de la PNG (+15,6 milliards de FCFA) au cours de la même période.

En effet, les crédits à l'économie sont passés de 1.887,0 milliards de FCFA à fin septembre 2016 à 1.1943,0 milliards de FCFA à fin novembre 2016, soit une hausse de 3,0% sur deux mois. Cette progression est imputable aux crédits ordinaires (+57,5 milliards de FCFA), les crédits de campagne s'étant inscrits en baisse (-1,5 milliard de FCFA).

Quant à la PNG, elle s'est située à +169,3 milliards de FCFA à fin novembre 2016 contre +153,7 milliards de FCFA à fin septembre 2016, enregistrant une détérioration de 15,6 milliards de FCFA qui s'expliquerait par une baisse des créances de l'Etat (-27,1 milliards de FCFA) plus importante que celle de ses engagements (-11,5 milliards de FCFA).

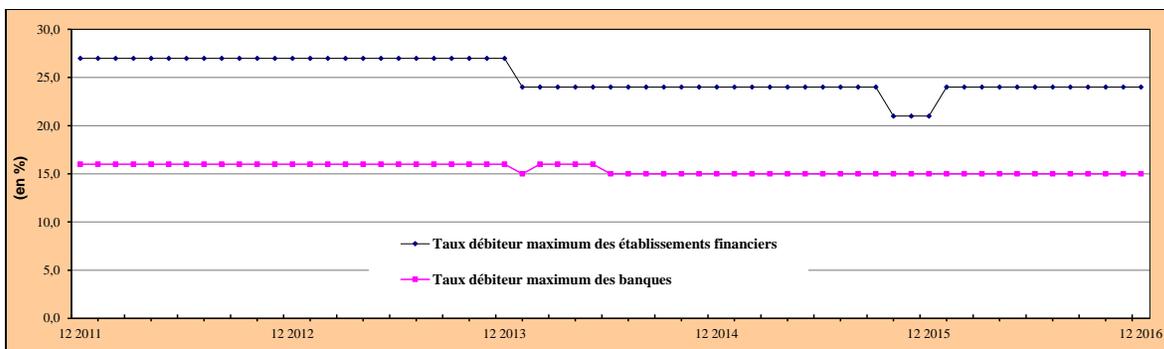
Suivant l'évolution résultante de ses contreparties, la masse monétaire a augmenté de 66,5 milliards de FCFA (+2,5%) entre fin septembre 2016 et fin novembre 2016, ressortant à 2.742,7 milliards de FCFA. Cette expansion est imprimée par les dépôts en comptes (+77,0 milliards de FCFA, soit +3,2%), la circulation fiduciaire s'étant inscrite en baisse (-10,9 milliards de FCFA, soit -4,1%).

AGREGATS MONETAIRES	Dec.12	Dec.13	Dec.14	Dec.15	Dec.16
M1/PIB	15,1%	15,7%	16,0%	Est. 18,3%	Est. 16,5%
M2/PIB	30,5%	32,6%	34,9%	38,9%	38,2%

Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Variation	
	2015	2016	2016	2016	2016	Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des banques	11,0	13,2	11,0	13,2	13,2	0,0%	19,9%
Taux débiteur minimum des banques	11,0	1,5	11,0	1,5	1,5	0,0%	-86,4%
Taux débiteur maximum des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	10,0	11,5	10,0	11,5	11,5	0,0%	15,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	19,5	12,0	19,5	12,0	12,0	0,0%	-38,5%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	21,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	14,3%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs CFA)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%



Le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) de la BCEAO a été revu à la hausse de 100 points de base au cours du quatrième trimestre 2016, sur décision prise le 06 décembre 2016 par le Comité de Politique Monétaire (CPM) lors de sa réunion ordinaire. Ainsi, à compter du 16 décembre 2016, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) sont fixés respectivement à 2,50% et 4,50% contre des taux respectifs antérieurs de 2,50% et 3,50% auparavant.

Les taux de base bancaires ont évolué dans la fourchette de 8,00% à 11,00% au quatrième trimestre de 2016. En ce qui concerne les établissements financiers, les taux de base ont évolué entre 10,00% et 15,00% au cours du quatrième trimestre 2016.

Par Décision n°CM/UMOA/011/06/2013 du 28 juin 2013, le taux d'usure a été fixé à 15,0% l'an pour les Banques et 24,0% l'an pour les Etablissements Financiers à caractère bancaire, les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) et les autres agents économiques.

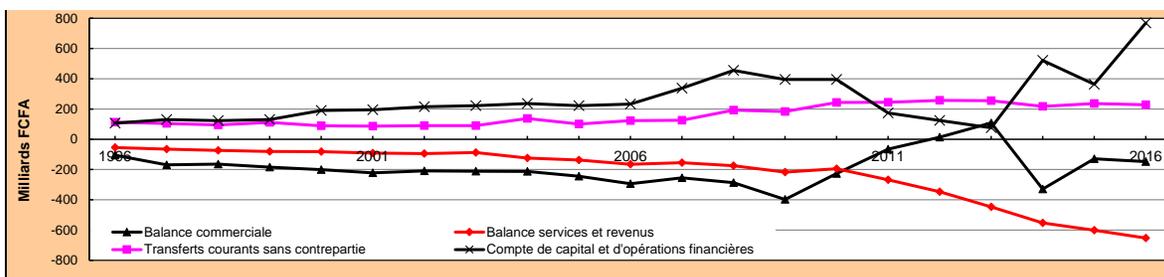
Sources : B.C.E.A.O.

Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Les comptes extérieurs du Burkina Faso ont été marqués en 2015 par une faible croissance tant des exportations que des importations. Cette évolution s'expliquerait par une timide progression de l'activité économique intérieure, dans un contexte de bonne orientation des cours mondiaux de l'or marchandise et de baisse de ceux du pétrole brut ainsi que du coton fibre. Dans l'ensemble, les transactions avec le reste du monde se sont caractérisées par une aggravation du déficit courant, une diminution du solde du compte de capital et une augmentation du compte financier.

Balance des paiements (En mia de Francs CFA)	Dec 2012	Dec 2013	Dec 2014	Dec 2015	Dec 2016	Var. Saturday	
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Var./2015	Var./2014
Exportations de biens FOB	1 464,3	1 315,3	1 362,3	1 397,7	1 498,7	7,2%	10,0%
Importations de biens FOB	1 355,8	1 644,2	1 490,9	1 540,4	1 646,4	6,9%	10,4%
Balance commerciale	108,5	-328,8	-128,6	-142,7	-147,6	3,4%	14,8%
Services	-407,6	-459,4	-423,2	-458,7	-476,2	3,8%	12,5%
Revenus	-39,1	-93,3	-177,5	-199,5	-176,7	-11,4%	-0,5%
Balance des services et revenus	-446,6	-552,7	-600,7	-658,2	-652,8	-0,8%	8,7%
Transferts courants sans contrepartie	255,3	216,9	236,1	271,6	228,5	-15,9%	-3,2%
Balance des transactions courantes (dons inclus)	-82,9	-664,6	-493,2	-529,4	-572,0	8,0%	16,0%
Transferts en capital	137,8	238,4	200,2	153,8	150,1	-2,4%	-25,0%
Opérations financières	-61,7	282,9	163,5	654,9	618,8	-5,5%	278,5%
Comptes de capital et d'opérations financières	76,1	521,3	363,7	808,6	769,0	-4,9%	111,4%
Erreurs et omissions	3,4	-3,8	-3,4	4,3	3,9	-9,8%	-215,4%
Solde global	-3,4	-147,0	-132,9	283,6	200,9	-29,2%	-251,1%



La balance commerciale a dégagé un solde déficitaire de 142,7 milliards de FCFA en 2015 contre un déficit de 128,6 milliards de FCFA en 2014, soit une détérioration de 14,1 milliards de FCFA (-11,0%), en raison d'un accroissement des importations (+49,5 milliards de FCFA) plus important que celui des exportations (+35,4 milliards de FCFA). En effet, les exportations ont atteint 1.397,7 milliards de FCFA en 2015, en hausse de 2,6% sur un an, imputable principalement à la progression des exportations d'or non monétaire (+75,8 milliards de FCFA). En effet, les ventes d'or à l'étranger sont passées de 800,0 milliards de FCFA en 2014 à 875,8 milliards de FCFA en 2015, à la faveur d'une progression des quantités et d'une bonne orientation des cours. Les importations ont progressé de 49,5 milliards de FCFA, en raison du contexte de la Transition politique marquée par un attentisme des opérateurs économiques à effets négatifs sur le rythme de l'activité économique intérieure. Elles sont passées de 1.490,9 milliards de FCFA en 2014 à 1.540,4 milliards de FCFA en 2015. Cet accroissement de 3,3% est dû principalement aux biens d'équipement (+107,6 milliards de FCFA), biens intermédiaires (+65,5 milliards de FCFA) et aux produits alimentaires (+14,9 milliards de FCFA), la valeur des produits pétroliers importés s'étant inscrite en repli de 152,4 milliards de FCFA, en liaison avec la baisse des cours internationaux du pétrole. Pour la balance des services, elle a dégagé un solde de -458,7 milliards de FCFA en 2015 contre -423,2 milliards de FCFA en 2014, soit une détérioration de 8,4%, en liaison principalement avec la hausse des paiements au profit des non-résidents au titre des autres services, notamment financiers et d'assurance.

La balance des revenus primaires est ressortie à -199,5 milliards de FCFA en 2015 contre -177,5 milliards de FCFA en 2014, soit une détérioration de 12,4%, due à une accentuation du solde déficitaire des revenus des investissements. Le solde des revenus secondaires s'est établi à 271,6 milliards de FCFA en 2015, en accroissement de 35,5 milliards de FCFA (+15,0%) sur un an, reflétant la hausse des transferts publics, notamment les appuis budgétaires reçus par l'Etat (+31,6 milliards de FCFA) et des transferts privés (+3,9 milliards de FCFA).

Au total, les transactions courantes avec le reste du monde se sont traduites par une détérioration du solde du compte courant qui est passé de -8,0% du PIB en 2014 à -8,1% en 2015. Hors dons officiels, les transactions courantes se sont soldées par un déficit de 13,2% en part du PIB en 2015 contre 12,4% en 2014. Le solde du compte de capital s'est situé à +153,8 milliards de FCFA en 2015, en diminution de 23,2% par rapport à son niveau de 200,2 milliards de FCFA en 2014. Cette évolution résulte d'un repli des transferts en capital de l'Administration Publique (-52,3 milliards de FCFA, soit -33,2%) et de la hausse de ceux du secteur privé (+5,8 milliards de FCFA, soit +13,5%). Le flux net des acquisitions nettes d'actifs financiers et d'accroissements nets de passifs s'est caractérisé par des entrées nettes de 654,9 milliards de FCFA en 2015 contre des entrées nettes de 163,5 milliards de FCFA en 2014, soit un afflux de 491,4 milliards de FCFA sur un an. Les flux d'investissements directs se sont traduits en 2015 respectivement par une entrée nette de capitaux de 128,8 milliards de FCFA, correspondant à une diminution de 12,9 milliards de FCFA. Les investissements de portefeuille se sont quant à eux traduits par une entrée nette de capitaux de 3,0 milliards de FCFA contre une sortie nette de 86,2 milliards en 2014, soit un accroissement de 89,2 milliards de FCFA d'une année à l'autre. L'ensemble des transactions avec le reste du monde s'est traduit par un solde global excédentaire de 283,6 milliards de FCFA en 2015 contre un déficit de 132,9 milliards de FCFA en 2014, soit une amélioration de 416,5 milliards de FCFA sur un an.

Sources : B.C.E.A.O.

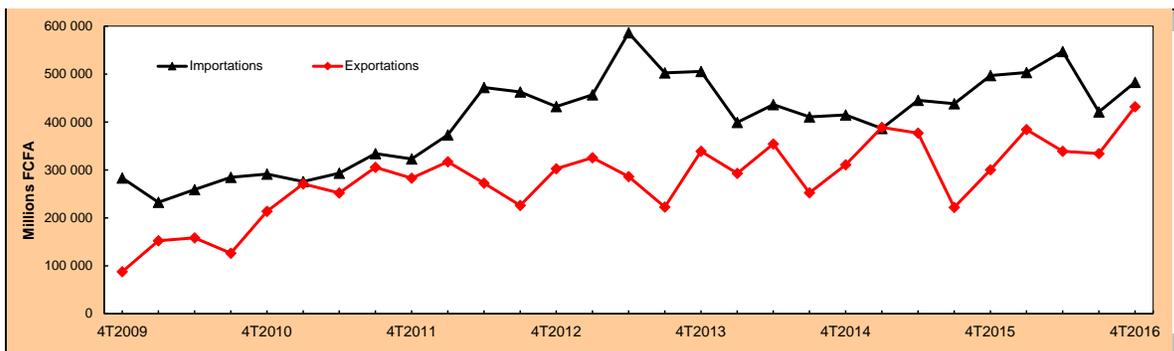
COMMERCE EXTERIEUR							
IMPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2015	2016	2016	2016	2016	trimestriel	annuel
TOTAL	496 953,5	503 360,6	547 044,6	421 171,4	482 599,7	14,6%	-2,9%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	4 802,7	4 297,2	4 133,2	4 336,2	4 658,6	7,4%	-3,0%
Produits du règne végétal	30 249,4	27 416,3	30 171,9	26 352,1	33 866,5	28,5%	12,0%
Graisses et huiles animales ou végétales	5 559,0	4 190,0	6 919,5	7 179,4	7 368,9	2,6%	32,6%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	34 071,1	23 277,6	34 629,0	23 037,9	31 151,1	35,2%	-8,6%
Produits minéraux	145 519,5	120 849,8	126 163,7	107 964,6	125 887,1	16,6%	-13,5%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	48 813,0	90 031,7	97 903,0	52 763,6	58 521,7	10,9%	19,9%
Mat. plasti. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	21 125,0	16 641,1	19 083,4	16 942,4	18 570,7	9,6%	-12,1%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	154,7	107,8	288,7	464,6	361,6	-22,2%	133,7%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	838,8	1 102,3	1 493,8	1 052,4	836,6	-20,5%	-0,3%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	5 790,6	5 823,7	6 772,2	8 325,2	6 434,2	-22,7%	11,1%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	8 512,5	8 491,5	32 671,6	10 394,4	10 154,8	-2,3%	19,3%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1 019,2	867,1	3 108,0	2 728,5	1 605,7	-41,2%	57,5%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	3 193,9	3 013,4	3 409,4	3 656,8	3 891,2	6,4%	21,8%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. précé.	44,2	27,4	31,9	78,9	74,5	-5,5%	68,6%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	36 353,5	32 177,8	39 212,2	32 396,0	36 824,1	13,7%	1,3%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	82 092,0	119 009,6	84 269,7	75 573,0	83 045,4	9,9%	1,2%
Matériel de transport	56 517,9	36 965,9	41 776,8	35 822,5	47 533,3	32,7%	-15,9%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	6 509,2	4 487,0	5 652,7	5 575,3	5 549,6	-0,5%	-14,7%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	645,3	256,6	3 629,2	132,5	258,3	94,9%	-60,0%

En glissement trimestriel, les importations ont enregistré une hausse de 61,4 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2016. La plupart des produits importés ont enregistré des hausses, dont les plus importantes sont celle de la facture pétrolière de 17,2 milliards de FCFA, du « matériels de transports » de 11,7 milliards de FCFA et des « machines et appareils, matériels électriques et leurs parties » de 7,5 milliards de FCFA.

Comparativement au même trimestre de 2015, les importations ont enregistré une baisse de 14,4 milliards de FCFA, lié principalement à la baisse de la facture pétrolière et du « matériels de transport ». La baisse de la facture pétrolière de 19,6 milliards de FCFA et des importations de « matériels de transports » de 8,9 milliards de FCFA n'a pas pu être compensée par la hausse constatée des autres produits.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2015	2016	2016	2016	2016	trimestriel	annuel
TOTAL	300 287,7	384 151,5	338 774,6	334 172,7	431 710,4	29,2%	43,8%
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	714,1	792,4	577,6	444,0	195,7	-55,9%	-72,6%
Produits du règne végétal	27 907,5	46 320,6	76 574,9	27 250,4	24 387,1	-10,5%	-12,6%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	24 642,2	41 729,2	16 953,6	12 077,4	19 553,1	61,9%	-20,7%
Graisses et huiles animales ou végétales	2 431,8	962,0	2 421,0	1 952,2	2 615,9	34,0%	7,6%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	1 019,7	2 138,5	2 401,8	1 115,5	1 666,6	49,4%	63,4%
Produits minéraux	336,2	222,0	1 190,3	407,0	252,6	-38,0%	-24,9%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	6 775,0	858,7	1 307,3	11 143,7	644,8	-94,2%	-90,5%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	285,0	2 283,3	356,9	147,1	1 839,4	1150,4%	545,3%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	151,3	62,2	936,6	330,7	0,2	-99,9%	-99,9%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	0,0	6,9	200,3	5,3	0,2	-97,1%	
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	11,5	16,0	109,7	6,8	2,5	-64,0%	-78,7%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	29 505,1	129 486,8	29 913,2	1 022,6	95 092,6	9199,0%	222,3%
dont coton fibre	28 691,5	112 373,0	29 530,6	358,7	94 194,5	26162,1%	228,3%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	10,3	13,1	13,9	15,3	2,7	-82,3%	-73,8%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	78,3	26,3	41,9	5,1	47,1	821,4%	-39,8%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	210 704,3	183 380,9	201 431,2	265 847,3	271 581,9	2,2%	28,9%
dont or	210 371,8	183 032,8	201 023,9	265 278,8	271 045,2	2,2%	28,8%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	9 770,4	10 535,4	9 309,6	18 323,0	21 484,9	17,3%	119,9%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	4 143,4	3 299,8	3 347,1	3 307,4	7 333,5	121,7%	77,0%
Matériel de transport	5 379,7	1 841,8	7 847,2	2 162,1	4 313,5	99,5%	-19,8%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	363,1	166,0	102,7	82,3	70,8	-13,9%	-80,5%
Marchandises et produits divers	609,2	133,5	355,0	543,5	120,4	-77,9%	-80,2%

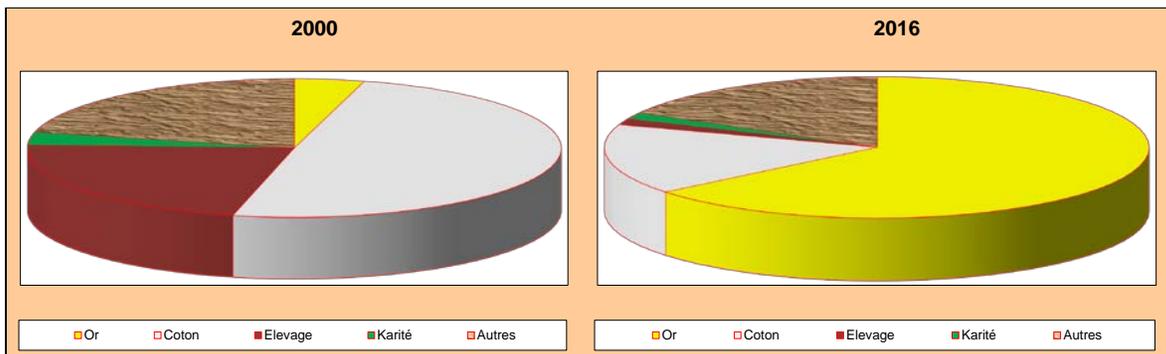


Au quatrième trimestre 2016, les exportations enregistrent une hausse de 29,2% comparativement au trimestre précédent, portant le niveau des exportations de 334,2 milliards FCFA au troisième trimestre 2016 à 431,7 milliards FCFA. Cette hausse est imputable principalement aux exportations de coton fibre de 93,1 milliards de FCFA.

En glissement annuel, la même tendance est observée dans des proportions plus grandes avec une hausse de 43,8%, soit 131,4 milliards de FCFA par rapport au même trimestre de 2015. Cette hausse est imputable principalement à la hausse des exportations du coton-fibre, de l'or non monétaire et des métaux communs et ouvrages. En effet, les exportations de coton-fibre ont augmenté de 65,6 milliards de FCFA, d'or non monétaire de 60,7 milliards de FCFA, et celle des métaux communs et ouvrages de 11,7 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS	2000	2013	2014	2015	2016
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.
Part de l'or dans total	4,2%	62,7%	58,7%	62,7%	64,1%
Part du coton dans total	49,5%	16,4%	17,4%	18,3%	16,1%
Part des produits de l'élevage dans total	21,9%	3,3%	2,9%	1,7%	1,4%
Part du karité dans total	3,1%	1,6%	1,8%	1,3%	1,6%
Part des autres produits dans total	21,3%	16,0%	19,3%	16,0%	16,8%

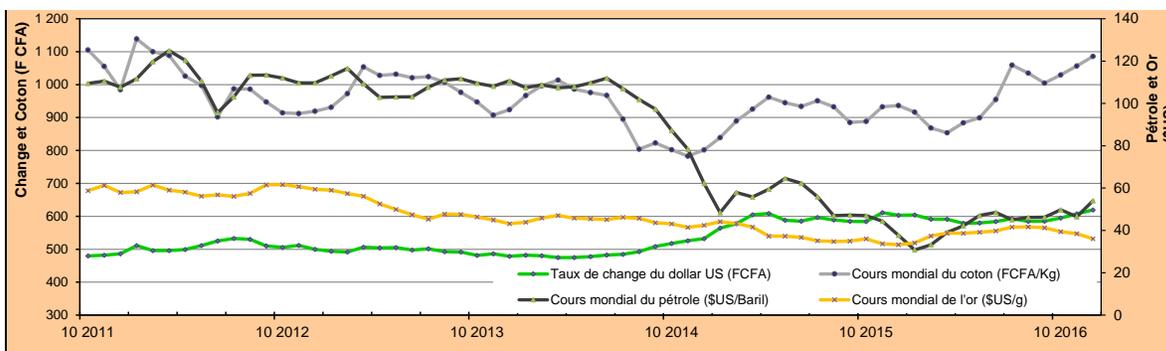


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (53,5%) et celles de produits de l'élevage (18,8%) en 1999, il ressort une prédominance de l'or avec 64,1% de la part des exportations en 2016. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 36,2 tonnes en 2016.

Source : MINEFID / INSD

COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHE INTERNATIONAL	4. Trim. 2015	1. Trim. 2016	2. Trim. 2016	3. Trim. 2016	4. Trim. 2016	Glissement	
Moyenne trimestrielle						trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	599,4	595,4	580,9	587,5	607,4	3,4%	1,3%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	43,0	34,4	45,9	45,8	50,1	9,3%	16,4%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 533,2	1 476,6	1 570,7	1 757,9	1 740,7	-1,0%	13,5%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	34,4	36,7	39,2	41,5	38,0	-8,5%	10,5%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	25,8	20,4	26,7	26,9	30,4	13,1%	18,1%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	919,0	879,4	912,5	1 032,9	1 057,3	2,4%	15,0%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	20,6	21,9	22,8	24,4	23,0	-5,5%	12,0%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,036	0,043	0,034	0,038	0,035	-9,1%	-3,0%



- Taux de change du dollar :

Sur le marché des changes, le dollar américain s'est apprécié de nouveau vis à vis des autres monnaies, notamment le FCFA qui a perdu 3,4% de sa valeur en rythme trimestriel au dernier trimestre de l'année 2016. En moyenne, le dollar s'est échangé à 607,4 FCFA au dernier trimestre 2016 contre 587,5 FCFA un trimestre plus tôt. En glissement annuel, le dollar a repris 1,3% sur le franc CFA. Sur l'année 2016, la monnaie américaine s'est appréciée de 0,3% en moyenne annuelle. Les bonnes performances de l'économie américaine (croissance et emploi) ainsi que les arguments en faveur du relèvement des taux directeurs par la FED (+0,25 point en décembre 2016) ont pesés sur l'orientation du cours du dollar.

- Prix des produits exportés :

Le cours du coton termine l'année 2016 en légère baisse. Il est en recul de 1,0% au dernier trimestre 2016 après deux trimestres consécutifs de hausse (+11,6 au troisième et +6,4% au deuxième trimestre 2016). En moyenne, le cours du coton a atteint 1 740,7 dollars la tonne au quatrième trimestre 2016 contre 1 757,9 dollars un trimestre auparavant. En glissement annuel, il a progressé de 13,5%. Converti en franc CFA, la fibre de coton valait 1 053,3 FCFA le kilogramme, contre 1 032,9 FCFA au troisième trimestre 2016, soit un accroissement de 2,4%. Sur un an, le cours de l'or blanc est en hausse de 5,8% en 2016. La bonne orientation du cours du coton serait liée à l'anticipation d'une baisse de la production mondiale, notamment aux Etats-Unis et la réduction des réserves mondiales, notamment chinoises.

Le cours de l'or a marqué le pas au dernier trimestre 2016. Après une bonne orientation du cours de l'or depuis l'entame de l'année 2016, le dernier trimestre a été caractérisé par un fléchissement du cours du métal jaune (-8,5% en rythme trimestriel au quatrième trimestre 2016 contre +5,9% au troisième trimestre). Le cours de l'or valait, en moyenne, 38,0 dollars le gramme contre 41,5 dollars au troisième trimestre. Sur la base annuelle, le cours de l'or s'est accru de 10,5% au dernier trimestre 2016. Sur l'année 2016, il a progressé de 7,6% par rapport à 2015. Converti en franc CFA, l'or s'est échangé en moyenne à 23 048 francs le gramme, en recul de 5,5% en rythme trimestriel et en progression de 12,0% en glissement annuel. Le cours de l'or reste influencé par la volatilité accrue des marchés financiers, les incertitudes liées à la reprise économique et un dollar relativement ferme.

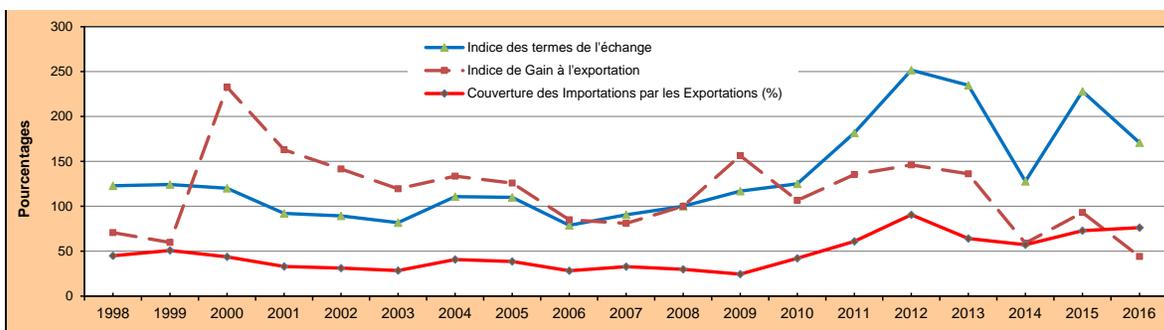
- Prix des produits importés :

Sur le marché du pétrole, l'année 2016 s'est achevée par une hausse des cours après la stagnation observée au troisième trimestre. Le cours du baril de Brent s'est situé en moyenne à 50,1 dollars au dernier trimestre 2016 contre 45,8 dollars le trimestre précédent, correspondant à une progression de 9,3%. En glissement annuel, il a enregistré un accroissement de 16,4% au quatrième trimestre 2016 contre une baisse de 8,5% un trimestre plus tôt. Toutefois, sur l'ensemble de l'année 2016, le cours du baril de pétrole de Brent est en baisse de 15,9% par rapport à 2015. Exprimé en franc FCFA, il est en hausse de 13,1% et 18,1% respectivement en rythme trimestriel et en glissement annuel. La remontée des cours au dernier trimestre de l'année 2016 est principalement liée à l'accord de réduction de l'offre de la part des grands pays producteurs de pétrole.

Source : MINEFID / D.G.E.P.

INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2012	12 2013	12 2014	12 2015	12 2016	Var. 2016	
						Var./2015	Var./2014
Indice prix à l'exportation	283,5	234,3	207,3	231,2	160,7	-30,5%	-22,5%
Indice prix à l'importation	120,8	117,3	90,9	90,9	94,0	3,4%	3,5%
Indice des termes de l'échange	234,7	127,8	228,1	254,2	170,9	-32,8%	-25,0%
Indice de gain à l'exportation	136,2	59,0	93,1	108,0	44,1	-59,2%	-52,7%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	64,2	57,2	72,8	72,9	76,2	4,6%	4,6%



Globalement, si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une nette amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un maximum de 91,5% atteint en 2011. Depuis, le taux de couverture régresse annuellement, passant de 91,5% en 2011 ; à 63,6% en 2012 et 57,2% en 2013, En 2014 cependant, le taux de couverture est en progression passant de 72,8% en 2014 ; 72,9% en 2015 et 76,2% en 2016. Cependant, le taux de couverture est passé à 100,5% au premier trimestre 2015.

Source : MINEFID / INSD

Définitions et abréviations

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS :	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MAAH :	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
MINEFID :	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MRAH :	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
Prov. :	Données provisoires
SONAGESS :	SOciété NAtionale de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Elevage :

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

Monnaie :

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Commerce extérieur :

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPI). Si ITE < 100 on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si ITE > 100 on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume

Soldes d'opinions :

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une

Moyenne quinquennale :

Pour les comparaisons aux trimestres des cinq dernières années, la moyenne quinquennale d'un trimestre i est obtenue en calculant la moyenne des cinq trimestres i des années considérées. Ainsi pour une année n. le taux de croissance du trimestre i par rapport aux cinq dernières années s'obtient par la formule:

où $X_{n,i}$ représente la valeur de X au trimestre i de l'année n.

$$\frac{\sum_{k=1}^5 X_{n-k,i}}{X_{n,i}}$$

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
RAMDE, B. François TRAORE, Bakari TOUGMA, Jean Gabriel	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
KABORE, W. Denis	Prix des produits de l'élevage	DGESS/MRAH
PALE, Eric	Prix des produits agricoles	SONAGESS
SOW, Arouna	Soldes d'opinions	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
KABORE, W. Denis	Production de l'élevage	DGESS/MRAH
PALE, Eric	Production de l'agriculture	SONAGESS
KYELEM, K. Jean Paul MILLOGO, François KOURAOGO, Victor	Finances publiques	DGESS/MINEFID DGTCP DGTCP
PODA, Serge Gnaniodem	Situation monétaire	BCEAO
PODA, Serge Gnaniodem	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
ZONGO, S. Lambert	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DGEP